

Le Budget

Les Canadiens veulent une administration publique mieux rationalisée et plus frugale, et ainsi plus apte à faire face à l'évolution et aux exigences des années 90.

Ils veulent que le gouvernement s'adapte aux mêmes contraintes budgétaires que les ménages et les entreprises assument quotidiennement.

Ils veulent réduire la présence de l'État. Ils veulent réduire la réglementation, les dédoublements et les chevauchements.

Bref, ils veulent un gouvernement moins interventionniste et des meilleurs services.

Les Canadiens veulent assurer une meilleure mise en valeur de la ressource la plus précieuse du Canada, notre main-d'oeuvre.

Ils veulent que les gens aient de meilleures possibilités d'améliorer leurs compétences et puissent mettre à contribution leur sens de l'initiative et leur talent pour bâtir un avenir meilleur pour leurs familles, leur milieu et leur pays.

Les Canadiens s'inquiètent aussi du coût croissant des soins de santé et du filet de sécurité sociale. Ils veulent que des mesures soient prises pour que nos régimes sociaux répondent aux besoins fondamentaux des Canadiens et demeurent un élément essentiel de notre identité nationale.

Ils savent qu'une bonne politique sociale et une politique économique saine vont de pair, qu'elles se renforcent mutuellement.

Avant tout, les Canadiens veulent avoir de nouvelles raisons d'être confiants, confiants que les emplois seront créés et que les emplois seront stables.

Un gouvernement qui agit

C'est dans ce sens que nous agissons dans ce budget: stimuler la reprise cette année et renforcer la croissance ainsi que la création d'emplois dans l'avenir.

Nous réduirons sensiblement le déficit.

Malgré le ralentissement économique, nous maintiendrons le déficit à 31,4 milliards de dollars au cours de l'exercice 1991-1992. Nous le réduirons de près de 4 milliards de dollars, soit à 27,5 milliards de dollars, en 1992-1993.

Nous compresserons les dépenses et diminuerons le fardeau fiscal.

Nous réduirons les dépenses de 1 milliard de dollars en 1992-1993 et de 7 milliards de dollars sur cinq ans. Ces épargnes serviront à diminuer le fardeau fiscal.

Nous prendrons des mesures qui renforceront la compétitivité du Canada.

Nous réduirons le fardeau fiscal du secteur de la fabrication et de la transformation.

Nous accroîtrons l'aide à la recherche et au développement et stimulerons les investissements productifs.

Nous prendrons des mesures qui bénéficieront à la petite entreprise.

Nous simplifierons, rationaliserons et améliorerons sensiblement nos programmes d'aide à la famille et aux enfants.

Nous aiderons les Canadiens qui ont des REER à s'acheter une maison.

Nous accroîtrons aussi l'aide aux Canadiens handicapés.

Nous accorderons une aide fiscale supplémentaire aux étudiants.

Nous diminuerons l'impôt sur le revenu de tous les particuliers.

Nous restructurerons et rationaliserons les activités de l'administration fédérale afin d'en améliorer l'efficacité et de fournir un meilleur service aux Canadiens. Quarante-six organismes fédéraux seront éliminés, remis à plus tard, fusionnés ou privatisés.

Ce budget répond à la volonté des Canadiens d'avoir une économie plus dynamique et un gouvernement moins coûteux. Il nous aidera à obtenir:

une économie plus vigoureuse et plus productive, mieux en mesure de créer les emplois dont les Canadiens ont besoin; et

un secteur public «dégraissé» et plus efficient, qui soit mieux en mesure de fournir les services auxquels les Canadiens aspirent.

Pour aider l'économie canadienne à s'attaquer au XXI^e siècle, le gouvernement redoublera également ses efforts de collaboration avec les entreprises, les travailleurs, les secteurs bénévole et social et les autres administrations publiques. Nous chercherons à renouveler la tradition nationale du partenariat qui est l'assise de notre pays et qui nous a permis de relever de nombreux défis.

Une base solide pour la reprise et une croissance soutenue

Les mesures présentées dans ce budget sont marquées du sceau de la responsabilité économique, sociale et financière. Elles apportent un soutien là où cela est nécessaire et sont financées à même les réductions et réaffectations de dépenses et non par un accroissement des emprunts ou des impôts.

C'est avec ce même sens des responsabilités qu'année après année, notre gouvernement a fait face aux besoins. Au cours des quelques derniers mois:

nous avons apporté notre soutien aux secteurs de l'agriculture, des pêches, des transports, de l'habitation et de l'édition;